



théâtre
+ cinéma | Scène
nationale
Grand
Narbonne

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2025 - 2028

Subvention accordée sur les crédits de fonctionnement

Entre

D'une part,

Le ministère de la Culture, direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie, représenté par Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la Région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne, désigné sous le terme : « l'État »,

La Région Occitanie, représentée par Madame Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie dûment habilitée en vertu de la Commission permanente du xx/xx/xxxx, désignée sous le terme : « la Région »,

Le Département de l'Aude, représenté par Madame Hélène SANDRAGNÉ, Présidente du Département de l'Aude, dûment habilitée en vertu de la Commission permanente du 28/01/2018, désigné sous le terme : « le Département »,

La Communauté d'agglomération du Grand Narbonne, représentée par Monsieur Bertrand MALQUIER, Président, dûment habilité en vertu de l'Assemblée communautaire du 25/01/2018, désignée sous le terme : « l'Agglomération »,

La Ville de Narbonne, représentée par Monsieur Bertrand MALQUIER, Maire, dûment habilité en vertu du Conseil Municipal du 04/04/2024 désignée sous le terme « La Ville »,

Désignés ensemble sous les termes : « **les partenaires publics** »

Et

D'autre part,

L'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne représenté par Monsieur Fabien BERGES, directeur, dûment habilité en vertu de la délibération 2024-4 du Conseil d'administration

Adresse : 2 avenue Maître Hubert Mouly, 11100 Narbonne

N° de SIRET : 929 371 938 000 10

N° APE : 9004 Z

N° TVA Intra : FR12929371938

Licences : PLATESV-D-2024-004514 (licence 1), PLATESV-D-2024-004518 (licence 2) et PLATESV-D-2024-004519 (licence 3)

Désigné sous les termes : « **EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne** »

VU le règlement de l'Union Européenne n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53 modifié par le règlement de l'Union Européenne n° 2020/972 de la commission du 2 juillet 2020 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter ;

VU la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;

VU la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;

VU le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques entrant en vigueur le 1er juillet 2017 ;

VU le décret du 11 janvier 2023 en conseil des ministres portant nomination de M. Pierre-André DURAND, préfet hors classe, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;

VU le décret n° 2025-135 du 14 février 2025 pris en application de l'art.44 de la loi organique n°2001-692 du 1er Août 2001 au titre de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU l'arrêté du 5 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges relatif au label « scène nationale » ;

VU l'arrêté préfectoral n°2002-5210 portant création de la communauté d'agglomération de la Narbonnaise ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 2024 portant création de l'EPCC Scène nationale du Grand Narbonne ;

VU la délibération n°56 du 26 mai 2003 de la communauté d'agglomération de la Narbonnaise reconnaissant le Théâtre / Scène nationale d'intérêt communautaire ;

VU la circulaire du 8 juin 2016 relative au soutien d'artistes et d'équipes artistiques dans le cadre de résidences ;

VU la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités d'application du dispositif de labellisation et au conventionnement durable dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques,

VU la circulaire du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la Ville ;

VU le nouveau plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) du ministère de la Culture présenté le 7 mars 2025 ;

VU le guide d'orientation et d'inspiration pour la transition écologique du ministère de la Culture ;

VU le cadre d'actions et de coopération pour la transformation écologique établi, pour le secteur de la création, par le ministère de la Culture ;

VU les programmes **0131 et 0361** du ministère de la Culture ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 ;

VU la délibération n°2021/AP-DEC/03 de l'Assemblée plénière du 16 décembre 2021 de la Région relative à l'adoption de la Stratégie Occitanie « Pour une culture partout et pour tous » 2022-2028,

VU la délibération du Conseil Régional Occitanie n° CP/2024-05/05.02 du 31/05/2024 approuvant la mise à jour des dispositifs Arts de la Scène ;

SUR proposition du préfet de région

Préambule

Considérant que l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne est titulaire du label « Scène nationale » ;

Considérant le projet artistique et culturel initié et conçu par M. Fabien Bergès, conforme à son objet statutaire, figurant en annexe I ;

Considérant la volonté de l'État qui vise à conforter la dimension culturelle des lieux identifiés au titre du label national « *Scène nationale* » et à prendre en compte, d'une part, l'enjeu culturel et artistique que constitue pour la collectivité nationale leur action, d'autre part la responsabilité, l'indépendance artistique et le professionnalisme des équipes comme les contraintes d'une gestion adaptée à leurs missions. Outre le soutien à la diffusion, il s'agit également de conforter le rôle joué par les scènes nationales dans le champ de la production et de l'accompagnement des parcours artistiques ;

Considérant la politique du ministère de la Culture en faveur de la création et de la diffusion artistique et de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, la mise en œuvre, par la Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie et conformément à son cahier des charges, l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne développe les missions artistiques de diffusion et d'accompagnement des pratiques artistiques et culturelles menées en relation avec le territoire et les populations ;

Considérant les orientations de la feuille de route gouvernementale « Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers » de juillet 2018 et la mesure « partenariat entre structures culturelles et artistiques et quartiers prioritaires de la politique de la ville » qui en découle, l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne s'engage à mettre en œuvre des modalités de partenariat avec les associations, organismes privés et/ou publics sis dans les quartiers politique de la ville du territoire sur lequel il est implanté, afin de faciliter l'accès de la culture au plus grand nombre et l'émergence de parcours d'éducation pour la jeunesse.

Un paragraphe sur les modalités de partenariat sera développé dans le projet artistique et culturel annexé à la présente convention. Le projet faisant l'objet d'une demande d'aide financière annuelle devra faire figurer la liste des Quartiers Politiques de la Ville et des structures concernés.

Considérant les 5 grandes priorités de la « Stratégie Occitanie 2022-2028 pour une culture partout et pour tous » adoptée le 16 décembre 2021 en Assemblée Plénière de la Région Occitanie, à savoir Emanciper, Relier, Structurer, Transformer, Réinventer, la Région poursuit son soutien aux « opérateurs culturels structurants » des arts de la scène, qui constituent des lieux de référence pour le public mais aussi des ressources et partenaires forts pour de nombreux acteurs de leur territoire. Elle reconnaît les 4 missions fondamentales qui restent les leurs : l'action en direction des publics, le développement territorial, la diffusion de spectacle, l'accompagnement des créateurs. Dans ce cadre, et en référence aux 5 priorités politiques précitées, la Région encourage désormais particulièrement les structures qui s'impliquent dans :

- une stratégie globale visant directement la diversification et le renouvellement du public en mobilisant tous les leviers : démarche de connaissance des publics, choix programmatiques, action culturelle, action citoyenne, communication, expérimentation sur la mobilité des publics et des œuvres, politiques tarifaires, partenariats divers avec la société civile, etc.
- une politique de sensibilisation, médiation, éducation artistique toujours qualitative et encore davantage axée sur les publics jeunes et/ou éloignés de la culture,
- une participation accrue à la consolidation des filières artistiques en région par un soutien aux équipes artistiques régionales : accompagnement au long cours, diffusion, coproductions, accueils en résidence, promotion, soutiens coordonnés en partenariat avec d'autres opérateurs culturels du territoire urbain comme rural.
- une attention nouvelle portée à l'oralité (arts de la parole, dialogue et éloquence) et aux langues régionales
- des logiques responsables affirmées, notamment par la prise en compte réelle du principe d'égalité femmes-hommes et par la décarbonation progressive de l'activité.

Considérant que pour le Grand Narbonne la création de l'EPCC a marqué la volonté de construire une coopération artistique et culturelle renouvelée avec les autres collectivités territoriales et l'Etat au sein d'une structure publique moderne pouvant répondre aux enjeux et défis du service public de la culture de demain ;

Considérant que l'État décide d'accompagner financièrement le projet émanant de l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne parce que son projet artistique et culturel répond aux critères du cahier des missions et des charges du label « scène nationale », qu'il est conforme aux objectifs de la politique publique conduite par le ministère de la Culture et les objectifs de politiques publiques des collectivités territoriales signataires de la présente convention ;

Considérant que le projet artistique et culturel ci-après présenté par M. Fabien Bergès participe de cette politique ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne titulaire du label « scène nationale » et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Par la présente convention, l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Le projet conçu par son directeur et approuvé par le conseil d'administration est précisé en annexe I à la présente convention. Il est décliné en programme pluriannuel d'activité.

La présente convention fixe :

- la mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel
- les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels
- les conditions de suivi et d'évaluation du projet

Les partenaires publics contribuent financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

Le label « scène nationale » a été attribué à l'association Centre d'Art et de Culture en 1994.

Après une vacance de direction de mai 2021 à juillet 2022, et la transformation de la structure juridique d'association en Etablissement Public de Coopération Culturelle aboutie en juillet 2024, années pendant lesquelles les missions de Scène nationale ont continué à être assumées, la présente convention a pour but de fixer des objectifs pertinents, susceptibles d'évaluation, au déploiement du projet artistique et culturel pendant les 4 années à venir.

Le programme d'actions, détaillé en annexe 1, se compose de 4 axes :

- *Une programmation artistique ambitieuse et ouverte*
Programmation pluridisciplinaire qui se veut à la fois d'envergure, ouverte au plus grand nombre, et soucieuse de rendre compte des grands courants artistiques contemporains, dans les domaines du spectacle vivant et du cinéma.
- *Un soutien affirmé à la création artistique contemporaine*
Organisation de résidences et sanctuarisation d'un budget d'aide à la production de spectacles
- *Un lieu ouvert à tous.les*
Stratégie de développement et renouvellement des publics....
 - Aller vers / Faciliter la venue au spectacle
 - Multiplier les portes d'entrée / Diversifier les raisons de venir dans l'Etablissement
 - Travailler le lieu comme un lieu de vie... avec une attention particulière portée pour les jeunes
- *Une Scène nationale au coeur des territoires*
Rayonnement et partenariats au niveau de la Ville, de l'Agglomération, du Département, et au-delà en Région et en France

ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 4 ans, soit du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

ARTICLE 4 – CONDITIONS ET DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET/PROGRAMME D'ACTION

4.1 Le coût total du projet, sur la durée de la convention est évalué à 12 590 000 EUR (douze millions cinq cent quatre-vingt-dix euros) conformément aux budgets prévisionnels figurant en annexe III et aux règles définies à l'article 4.3 ci-dessous.

4.2. Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du programme d'actions qui :

- Respectent les conditions des 4. et 5. à l'article 53 du règlement (UE) n° 651/2014, telles que listées en annexe V ;
- Sont liés à l'objet du programme d'actions et sont évalués en annexe II ;
- Sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- Sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- Sont engendrés pendant le temps de la réalisation du programme d'actions ;
- Sont dépensés par le bénéficiaire ;
- Sont identifiables et contrôlables ;

Et le cas échéant, les coûts indirects, ou « frais de structure », éligibles sur la base d'un forfait du montant total des coûts directs éligibles.

4.3 Lors de la mise en œuvre du projet, l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible mentionné à l'article 4.1.

L'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elles sont évaluées et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours. Elles devront être votées en conseil d'administration.

ARTICLE 5 : CONDITIONS ET DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE ET MODALITES DE VERSEMENT

L'État, le Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, le Département de l'Aude, le Grand Narbonne communauté d'agglomération et la ville de Narbonne s'engagent, sous réserve de l'application des articles 1 à 4, à apporter leur concours financier à l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne, durant les quatre années objet de la présente convention.

Des budgets annuels pour chacune des 4 années, en dépenses et recettes, précisent en annexe III à cette convention, et, à titre indicatif, les apports financiers envisagés pour chacun des partenaires et qui ne pourront être finalisés qu'après le vote des Assemblées délibérantes respectives ou décision des organes compétents, dans le respect du principe de l'annualité budgétaire.

A titre de référence, en 2024, l'État a apporté un financement de 500 000 € de contribution et 125 240 € de subventions, le Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée une subvention de 175 000 €, le Département de l'Aude 174 911 euros (contribution et subventions), le Grand Narbonne communauté d'agglomération 949 000 € (contribution et subventions) et la ville de Narbonne 150 000 € (contribution et subvention) pour soutenir le fonctionnement général et l'ensemble des activités mises en œuvre par l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne.

Pour chaque exercice budgétaire, des conventions financières annuelles bilatérales fixeront le montant des subventions allouées par l'État, le Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, le Département de l'Aude, le Grand Narbonne communauté d'agglomération et la ville de Narbonne.

5.1. Contribution financière de l'État

Au titre du règlement (UE) de la commission du 17 juin 2014 visé, l'État contribue financièrement au projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention. La contribution de l'État est une aide au fonctionnement, détaillée à l'annexe II de la présente convention et prendra la forme d'une contribution statutaire et de subventions. L'État n'en attend aucune contrepartie directe.

L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 2 000 000 € (deux millions quatre-cent-quatre-vingt-deux mille six-cents euros), équivalent à 16 % du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 4.1.

Pour l'année 2025, une contribution statutaire d'un montant prévisionnel de 500 000 € (cinq cents milles euros), équivalent à 16% du montant total annuel estimé des coûts éligibles, est accordée à l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne.

Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2026 : 500 000 € (cinq cents milles euros)
- pour l'année 2027 : 500 000 € (cinq cents milles euros)
- pour l'année 2028 : 500 000 € (cinq cents milles euros)

L'engagement de l'État sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire. Leur versement est conditionné par l'obtention du visa du Contrôle Budgétaire Régional. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Les contributions financières de l'État mentionnées au présent article ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits de paiement en loi de finances pour l'État ;
- le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1 à 3 et 7 à 9 de la présente convention ;
- la vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions.

5.2. Contribution financière du conseil régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

L'engagement de la Région Occitanie sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire. Le versement de celles-ci est conditionné par le vote de leur montant par les instances concernées. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique. Les modalités de ce règlement sont précisées dans le cadre des Règles de Gestion des Financements Régionaux Occitanie (RGFR). Le versement de la subvention régionale sera effectué dans le respect des conditions établies par la convention financière signée annuellement, après délibération de l'assemblée régionale, avec le bénéficiaire

La Région se réserve le droit d'estimer le versement du solde en fonction de l'état d'avancement des actions et du niveau de trésorerie. Il pourra donc être demandé au bénéficiaire tout autre élément de trésorerie et d'activité, ainsi que toute autre pièce justificative.

Le financement régional sera susceptible d'évoluer dans le cadre du suivi resserré des dépenses régionales par l'Etat, de l'évolution des dotations financières allouées par ce dernier et du maintien de ses engagements.

5.3. Contribution financière du Département de l'Aude

Pour les années 2025, 2026, 2027 et 2028 d'exécution de la présente convention, le Département versera sa contribution statutaire d'un montant de 100 000 € (cent-milles euros) auxquelles pourront s'ajouter des subventions complémentaires aux projets (Scènes d'enfance, Collège au théâtre, projet MECS...). A cette fin, l'établissement devra adresser des dossiers de demandes de subventions aux projets auprès du service culture du Département, conformément aux règlements d'aide aux tiers en vigueur au sein de la collectivité.

5.4. Contribution financière du Grand Narbonne communauté d'agglomération

Pour les années 2025, 2026, 2027 et 2028 d'exécution de la présente convention, la communauté d'agglomération du Grand Narbonne versera sa contribution statutaire d'un montant de 900 000 € (neuf-cents-mille euros) auxquelles pourront s'ajouter des subventions complémentaires pour projets spécifiques. A cette fin, l'établissement devra adresser des dossiers de demandes de subventions aux projets auprès de la communauté d'agglomération du Grand Narbonne, conformément aux règlements d'aide aux tiers en vigueur au sein de la collectivité.

5.5. Contribution financière de la ville de Narbonne

Pour les années 2025, 2026, 2027 et 2028 d'exécution de la présente convention, la Ville de Narbonne versera sa contribution statutaire d'un montant de 150 000 € (cent-cinquante mille euros) à laquelle pourront s'ajouter des subventions complémentaires pour projets spécifiques. A cette fin, l'établissement devra adresser des dossiers de demandes de subventions aux projets auprès de la ville de Narbonne, conformément aux règlements d'aide aux tiers en vigueur au sein de la collectivité.

5.6. Versement des contributions financières

La contribution financière sera créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués à la Banque de France, au compte du Service de Gestion Comptable de Narbonne :

N° IBAN : FR88 3000 1005 92C1 1300 0000 059

BIC : BDFEFRPPCT

ARTICLE 6 : AUTRES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

Outre sa contribution financière annuelle à l'accomplissement des missions visées à l'article I de la présente convention, Le Grand Narbonne, communauté d'agglomération met à disposition de l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne, les biens immeubles et meubles dont elle est propriétaire et édifiés par elle sis 2 avenue Maître Hubert Mouly à Narbonne. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention distincte entre Le Grand Narbonne, communauté d'agglomération et l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne, qui sera communiquée aux signataires de la présente convention. Pour l'année de référence 2024, la valorisation de cette mise à disposition est de 135 000 € HT (cent-trente-cinq-milles euros hors taxe). Dès 2025, des travaux d'aménagement financés par le Grand Narbonne vont permettre l'ouverture d'une deuxième salle de cinéma au sein de l'établissement.

Par ailleurs, chacun des partenaires signataire des présentes pourra, aux fins de participer à la pérennisation des moyens techniques de l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne, contribuer au renouvellement des installations par l'attribution de subvention d'équipement distinctes des subventions de fonctionnement.

Les conventions spécifiques relatives à ces contributions seront communiquées à l'ensemble des partenaires signataires de la présente convention.

Il en sera de même pour les conventions et subventions spécifiques sur projet d'activités qui pourraient être attribuées à l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne en sus des dispositions de la présente convention pluriannuelle par un des partenaires signataires de la présente ou par tout autre partenaire public ou privé.

ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS

Outre les documents exigés dans le cahier des missions et des charges le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte rendu financier de l'action, qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à ses articles 1^{er} et 2 Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 visé. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

- les comptes annuels et, en cas d'obligation législative ou réglementaire, le rapport du commissaire aux comptes et, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel ;
- le rapport d'activité ;
- un compte analytique conforme à la présentation UNIDO généralisée dans les institutions du spectacle vivant ;
- un état du personnel employé dans l'année distinguant, suivant les trois fonctions artistes / administratifs / techniciens, le personnel sur emploi durable (entendu au sens des contrats à durée indéterminée et des contrats à durée déterminée d'une durée consécutive de neuf mois au moins) et le personnel occasionnel. Cet état est exprimé en équivalents temps plein, et également en nombre de personnes pour les occasionnels. Il comporte un volet spécifique à l'application de la parité ;
- les montants des cinq rémunérations les plus élevées versées par l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne dans l'année civile antérieure ;
- Un bilan des actions et dispositifs mis en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels ;
- Un bilan des actions réalisées pour la mise en œuvre des engagements retenus dans le cadre du Cadre d'action et de coopération pour la transition écologique (CACTE) ;
- tout autre document listé en annexe ou mentionné dans les conventions financières annuelles bilatérales.

ARTICLE 8 - AUTRES ENGAGEMENTS

8.1 L'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3 L'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du ministère de la culture et des autres partenaires ainsi que le nom du label dont il bénéficie sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

8.4 L'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission Européenne.

8.5 Développement durable et Cadre d'action et de coopération pour la transition écologique

La structure veille à intégrer une démarche de développement durable :

- en réalisant des économies lors de ses achats (par exemple, en achetant des quantités adaptées à ses besoins et pas davantage...) ;
- en réduisant les impacts de ses actions sur l'environnement (par exemple, en ramenant les emballages et les produits non utilisés afin qu'ils soient recyclés...) ;
- en maîtrisant l'impact de ses actions sur la santé, la sécurité et les conditions de travail de son personnel (par exemple, en respectant les différentes normes en vigueur dans ces domaines) ;
- en favorisant l'émergence de certaines filières économiques et d'insertion (par exemple, en insérant des personnes éloignées de l'emploi, des personnes handicapées...).

En matière d'écoresponsabilité, le bénéficiaire devra, en outre, respecter les critères d'éligibilité du dispositif « Opérateurs structurants » de la Région Occitanie, notamment :

- en désignant au sein de l'équipe permanente de la structure un.e référent.e Développement Durable et ,
- en menant un travail sur les déplacements des publics et les possibilités de transports doux ou collectifs.

8.6 Diversité / Égalité

Le ministère de la culture a obtenu le label « Diversité égalité ». La DRAC souhaite donc poursuivre son action en faveur de la prévention des discriminations et la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et incite ses partenaires à en faire autant.

En matière d'égaconditionnalité, l'une des autres grandes priorités régionales, le bénéficiaire devra respecter les critères d'éligibilité du dispositif « Opérateurs structurants » de la Région Occitanie.

8.7 Soutien à la langue française et aux langues de France

Les actions menées dans le cadre de cette convention respectent la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi du français et promeuvent, autant qu'elles le peuvent, la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise de la langue française.

L'un des axes forts de la politique régionale d'Occitanie porte sur l'oralité et les langues occitanes et catalanes qui devront faire l'objet d'une attention particulière de la part du bénéficiaire conformément aux attendus au dispositif « Opérateurs Structurants ».

8.8 Droits culturels

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) indique dans son Article 3 :

« L'État, à travers ses services centraux et déconcentrés, les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que leurs établissements publics définissent et mettent en œuvre, dans le respect des droits culturels énoncés par la convention de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005, une politique de service public construite en concertation avec les acteurs de la création artistique. »

8.9 Pass Culture

Dans le contexte d'accompagnement des enfants et des jeunes vers l'accès à la culture, la fréquentation des lieux dédiés aux arts comme au patrimoine, et afin de ponctuer le parcours d'éducation artistique et culturelle de chaque jeune à la majorité, la DRAC Occitanie s'engage à encourager l'appropriation de l'outil Pass Culture par les jeunes du territoire. Il conviendra ainsi que l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne poursuive cette démarche et sollicite la part collective du Pass Culture pour ses actions en temps scolaire auprès des collèges et des lycées.

8.10 Plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) dans le spectacle vivant

L'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne s'engage à respecter le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels :

- en étant en conformité avec les obligations du code du travail en matière de santé, de sécurité et de harcèlement sexuel ;
- en créant un dispositif interne de signalement efficace et en traitant chaque signalement reçu ;
- en désignant une personne référente, compétente pour mettre en place le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels ;
- en formant dès 2022 la direction, les encadrants, la DRH et les personnes désignées référentes au recueil de la parole et à la gestion des situations de VHSS ;
- en sensibilisant formellement les équipes et en organisant la prévention des risques ;
- en engageant un suivi et une évaluation des actions en matière de VHSS

8.11 Transition écologique

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le CACTE, visé par la présente convention. A ce titre, il met en œuvre l'engagement méthodologique sur la première année de la présente convention. Au plus tard au terme de cette première année, le choix des engagements thématiques devra être réalisé en dialogue avec les partenaires financiers signataires de la présente convention. La structure doit, pour chacun des différents engagements choisis, mobiliser les différents leviers mentionnés dans chaque fiche action du CACTE.

8.12 Les publics

La Région Occitanie attend du « bénéficiaire » un engagement fort sur la question du renouvellement et du développement des publics, pour ce qui concerne en particulier la cible des 15-30 ans et les personnes en situation de handicap. Une attention particulière est portée par la Région aux démarches et actions de participation et d'inclusion des habitants.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

9.1 En cas de retard dans l'exécution ou d'inexécution de la convention par l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne ou en cas de modification substantielle et unilatérale de celle-ci, sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne.

9.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression de l'aide.

9.3 Les partenaires publics informent l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

10.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre d'un comité de suivi en présence de la direction artistique de l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne et des représentants des collectivités publiques signataires.

10.2 Le comité de suivi est chargé de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- la mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention ;
- l'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant ;
- la réalisation du programme d'action de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire.

10.3 L'évaluation porte sur la réalisation du projet artistique et culturel et sur sa conformité au regard du cahier des missions et des charges du label. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

10.4 De préférence un an avant l'expiration de la présente convention, et au plus tard six mois, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel sur la base du cahier des charges. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

10.5 Ces deux documents sont remis au directeur général de la création artistique, aux collectivités territoriales partenaires et au préfet de Région (Direction régionale des affaires culturelles) qui-transmet son avis au directeur général de la création artistique avec copie au chef de l'Inspection de la création artistique.

À l'issue de cette procédure les partenaires publics signataires de la convention pluriannuelle d'objectif décident de demander ou non à la directrice ou au directeur de leur proposer un projet de nouvelle convention. Cette décision doit lui être notifiée.

Ce projet comporte une introduction résumant, le cas échéant, les évolutions de contexte relatives aux territoires et à l'établissement, actualise les objectifs de la précédente convention maintenus et précise les nouveaux objectifs et leurs modalités de mise en œuvre.

ARTICLE 11 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

11.1 Pendant l'exécution de la présente convention et à son terme, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. L'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

11.2 L'État s'assure annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. L'État peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4.3 dans la limite du montant prévu à l'article 5-1 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 12- CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 et aux contrôles de l'article 11.

ARTICLE 13 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics signataires de la présente convention et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie ou l'ensemble des parties lorsque la convention est pluripartite peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 - ANNEXES

Les annexes I, II, III et IV font partie intégrante de la présente convention.

Annexe I : Projet artistique et culturel / programme d'action

Annexe II : modalités de l'évaluation et indicateurs

Annexe III : budget prévisionnel global sur la durée de la convention

Annexe IV : grille emploi

Annexe V : convention de mise à disposition des équipements

Annexe VI : coûts admissibles – extrait de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention est étroitement liée au projet artistique et culturel développé par M. Fabien Bergès, directeur artistique de l'EPCC Scène Nationale du Grand Narbonne. En cas de départ celui-ci, la présente convention deviendra caduque. En fonction du projet artistique et culturel développé par son successeur, les partenaires publics réexamineront les conditions d'un nouveau conventionnement.

ARTICLE 16 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Narbonne, le xx/xx/2025 en 7 exemplaires

La Présidente de l'EPCC Scène Nationale du Grand
Narbonne
Emma BELLOTTI

Pour l'État,
Le préfet de la région Occitanie
Pierre-André DURAND

Le Directeur de l'EPCC Scène Nationale du Grand
Narbonne
Fabien BERGÈS

La Présidente du Conseil Départemental
Hélène SANDRAGNÉ

La Présidente du Conseil Régional
Carole DELGA

Le Maire de la ville de Narbonne
Bertrand MALQUIER

Le Président du Grand Narbonne, communauté
d'agglomération
Bertrand MALQUIER